



## NON, LA MESSE N'EST PAS DITE!!!

Aujourd'hui, la direction des services fiscaux (Impôts) et la direction de la comptabilité publique (Trésor) organisent sur Beauvais leur grande opération promotionnelle visant à nous prouver que les graves réformes en cours au sein du Ministère des Finances ont pour seul et unique but d'améliorer le « service rendu » à l'utilisateur.

Mais quoique vous puissiez en dire, les agents savent déjà à quoi s'en tenir. Vous aurez beau avancer en vous frappant le cœur et en martelant, sur le mode incantatoire « le service public – le service public » vous ne trompez plus personne.

Les contribuables du département seront traités de manière inégalitaire selon qu'ils sont citoyens des « villes » ou citoyens des « champs », car les trésoreries rurales restantes n'auront pas les mêmes moyens que les SIP (Services des Impôts des Particuliers) implantés dans les villes du département. Pour des renseignements complets, les contribuables des zones rurales devront se déplacer.

Le seul but de cette fusion c'est, une fois de plus, de supprimer des emplois (et au passage, pour quelques cadres de haut niveau d'obtenir de juteuses promotions financées par ces mêmes suppressions d'emplois).

Même si vous essayez de l'habiller des oripeaux de la modernisation, ce qui se passe actuellement dans nos administrations et plus généralement dans toute la Fonction Publique n'est rien d'autre que le plus monstrueux plan social de tous les temps.

**En 2009 la DGI (Direction Générale des Impôts) et la DGCP (Direction générale de la Comptabilité Publique) perdront au total 2370 emplois . Pour l'ensemble de la Fonction Publique d'Etat l'hémorragie 2009 se chiffre à 30 627 emplois (22 921 en 2008).**

Au moment où, dans un contexte de crise économique et sociale sans précédent, les fermetures d'usines et d'entreprises s'accumulent, que fait l'Etat ? Il restructure ses services pour supprimer un maximum d'emplois. L'Etat employeur est le pire élève de la classe, comment pourrait-il obtenir du patronat qu'il ne suive pas son mauvais exemple ?

Réduire les moyens de l'Etat, ce n'est pas simplement supprimer massivement des emplois publics, c'est aussi réduire les missions de service public.

La conception du service public à la Française qui constitue un cadre de référence fort, tant pour le service public rendu aux citoyens, que pour les personnels qui mettent en œuvre ces missions de service public, est mise à mal par cette politique libérale.

Les victimes de cette politique sont d'abord ceux qui ont le plus besoin du service public : les populations les plus défavorisées.

**Cette réforme n'est pas la notre et il faudrait plus qu'un spectacle de grand guignol un livre d'image, fut-il de papier glacé, et un goûter pour nous faire croire le contraire, nous ne sommes pas des enfants.**

**Quel est donc le coût de ce matraquage d'envergure? Cinq séances pour l'Oise, avec à chaque fois location de salle et « petit moment de convivialité » sans parler du livret de propagande.....quand on additionne tout ça, à combien d'agents-mois arrive-t-on?**

Les moyens financiers existent pour satisfaire les besoins du service public : 555 milliards d'euros, c'est le montant du gâchis fiscal :

- 63 milliards d'aides publiques aux entreprises sans contre-partie d'embauches
- 400 milliards : plan en faveur des banques
- 75 milliards de niches fiscales
- 15 milliards de paquet fiscal

**Nous exigeons l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'emploi, les conditions de travail, et la rémunération en lieu et place de ce pseudo dialogue social qui n'est en fait qu'un fastidieux monologue destiné à justifier le dynamitage du service public.**